

TERRITOIRES A PRENDRE

stratégies géographies idéologies

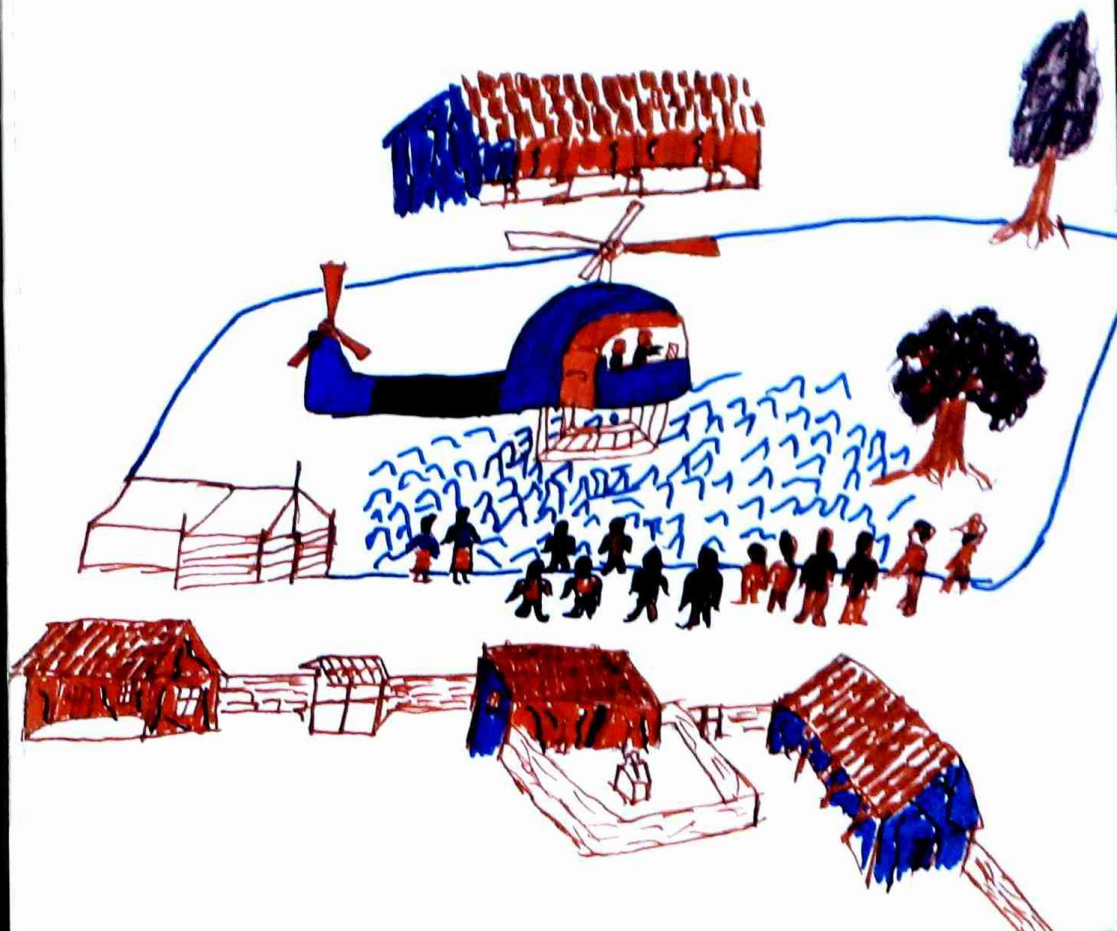
FRANÇOIS MASPERO

2^e trimestre 1978

n° 10

HÉRODOTE

territoires à prendre



De l'utilité d'un tremblement de terre

Anne-Marie Hocquenghem

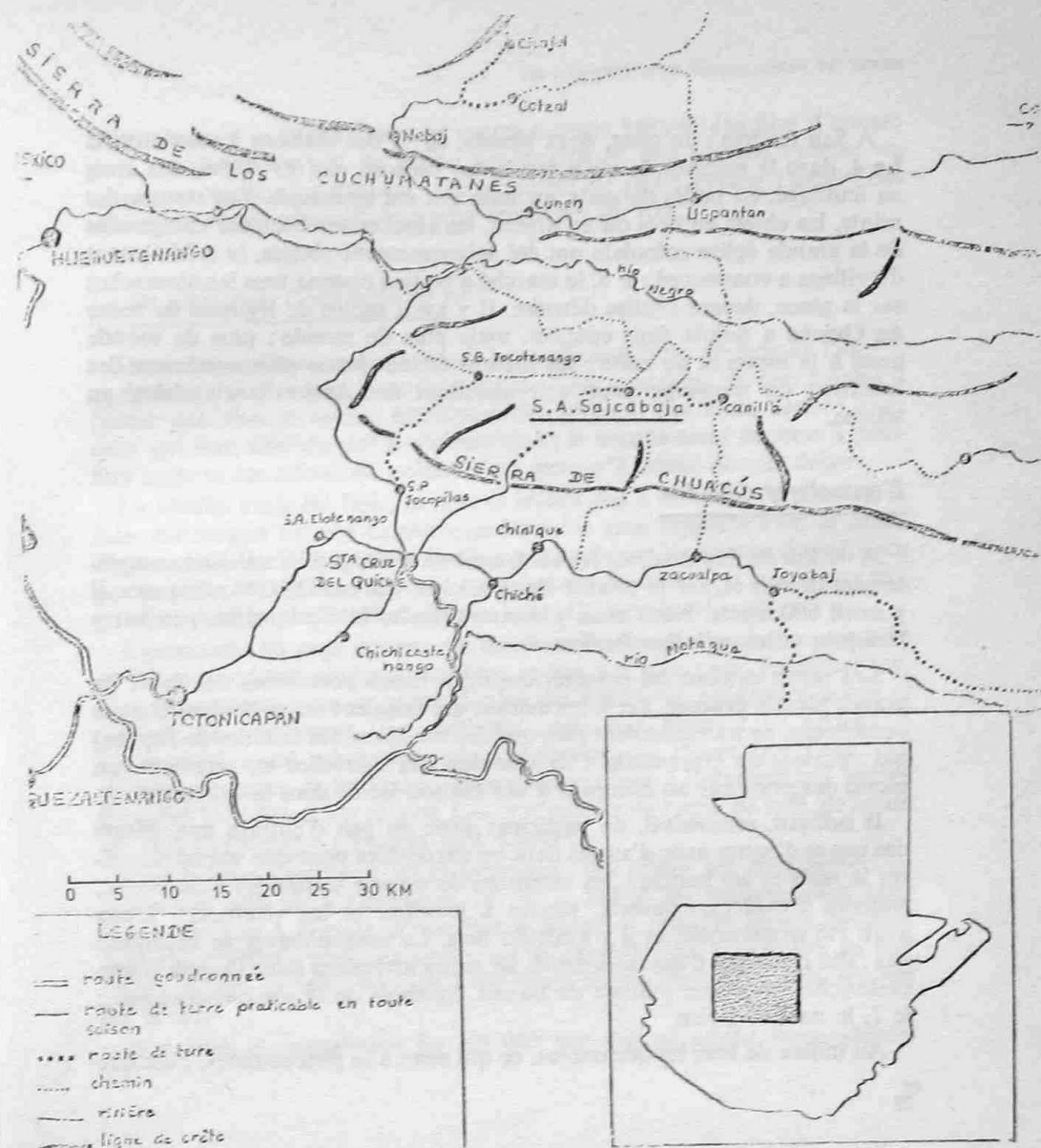
Klaus Schlüpmann

I. Le tremblement de terre du 4 février 1976 au Guatemala

A San Andres

Au Guatemala, dans une région montagneuse, indienne et pauvre, San Andres est un petit bourg à majorité *ladina* (métis), d'approximativement 700 habitants, centre d'un municipe qui en compte quelque 10 000, dont 80 % sont des indiens, et qui s'étend sur 240 km². Ce municipe, comme tout le département du Quiché, est un réservoir de main-d'œuvre saisonnière, ou temporaire, pour les grandes plantations de la côte Pacifique.

Les membres de la « Recherche coopérative sur programme 294 » du C. N. R. S., intitulée « San Andres Sajcabaja, une communauté Maya Quiché avant et après la conquête espagnole », y poursuivaient leurs travaux depuis 1972. En janvier 1976, nous sommes arrivés à San Andres en tant qu'archéologue et physicien intéressés par « la recherche sur la recherche ». Le tremblement de terre du 4 février a entraîné, peut-être à tort, des changements dans nos plans de travail ; nous sommes devenus des observateurs, pas toujours neutres, voire inactifs, de ce qui se passait autour de nous.



A San Andres : un mort, deux blessés, 60 % des maisons à reconstruire. Le 4, dans la matinée, la vie a repris, les maisons ont été vidées, des abris en feuillage, en paille de maïs, en toile ont été aménagés. Les statues des saints, les objets en bois ou en argent, les cloches tombées des campaniles de la grande église coloniale ont été soigneusement abrités, le déblaiement du village a commencé ; le 8, le marché a eu lieu comme tous les dimanches sur la place, devant l'église détruite. Il y avait moins de légumes (la route du Quiché a Solola était coupée), mais plus de monde ; plus de monde aussi à la messe et au culte : les indiens étaient venus plus nombreux des hameaux du municipe pour voir comment San Andres avait résisté au séisme.

L'apocalypse à 40 km

A 40 km de San Andres, Joyabaj, environ 1 800 habitants, était complètement détruit et, sur la totalité du municipe, quelque 32 000 personnes, il y avait 600 morts. Nous nous y sommes rendus le 5 au matin, pensant y être plus utiles qu'à San Andres.

Les morts avaient été enterrés dans des fosses communes dès le 4, les grands blessés évacués. Le 5, les avions, qui faisaient un va-et-vient chaque demi-heure, ne transportaient plus que des membres des familles de Joyabaj qui venaient de Guatemala City chercher des nouvelles et, rarement, un blessé descendu sur un brancard d'une maison isolée dans la montagne.

Il suffisait, semblait-il, de participer avec un peu d'entrain aux efforts des uns et d'entrer avec d'autres dans les décombres pour que soient récupérés le maïs et les haricots, les ustensiles de cuisine utilisables : casseroles, assiettes émaillées, couverts, pierres à moudre, et les vêtements. L'eau avait été reconnectée, et il y avait du bois. La main-d'œuvre ne manquait pas : des centaines d'hommes armés de pelles arrivaient dans l'espoir d'être embauchés pour une journée de travail. Symbole de la vie qui continue : le 7, le marché a lieu.

Au milieu de tous les décombres, ce qui nous a le plus attristés, c'est que

Care, Caritas, le Peace Corps et autres avaient installé des files d'attente pour distribuer un peu de farine américaine et que l'armée montée du Quiché surveillait les queues : que personne ne passe devant l'autre ; des soldats en armes patrouillaient pour empêcher les vols.

La situation dans l'ensemble du pays

Dans tout le Guatemala, il faisait beau et sec à cette période de l'année, et ce temps était assuré pour trois mois. Trois semaines un peu froides à passer qui, chaque année, entraînent des gripes, des toux, surtout chez ceux qui sont affaiblis par la malnutrition ; le tremblement de terre a peut-être aggravé ces affections pulmonaires, puisqu'il fallait dormir dehors.

La récolte avait été faite, la famine n'était pas à craindre : d'ailleurs, la faim endémique est une catastrophe humaine sans rapports avec la catastrophe naturelle. Bien que des bruits aient couru sur les risques d'épidémies par la pollution de l'eau après le tremblement de terre, il n'y en a pas eu ; en effet, dans la plupart des villages, l'eau n'a jamais été « potable ».

L'économie du pays n'a pas été touchée. Les bâtiments en parpaings et en béton armé ont généralement bien résisté aux secousses, les usines textiles, pharmaceutiques et autres filiales des industries nord-américaines et européennes ont repris leurs activités après une semaine de nettoyage. L'électricité a été rebranchée très rapidement, de même que l'eau ; les réserves d'essence de la Texaco étaient disponibles. L'International Nickel Exmibal, à El Estor, n'a rien eu. Les producteurs de sucre, de café, de coton sur la côte Pacifique n'avaient qu'à récolter.

Seul le réseau routier a été endommagé : des routes ont été coupées, en particulier celle de l'Atlantique, ce qui a obligé les marchandises pour Puerto Barrios à faire le détour par le Salvador, mais la hausse des prix des produits d'exportation a compensé les exportateurs. L'industrie du tourisme risquait de faire un chiffre d'affaires moins important, cela n'a pas été le cas.

Il y avait à reconstruire les 250 000 maisons en *adobe* (terre séchée)

détruites, mais, suivant les statistiques officielles, il existait déjà, bien avant le tremblement de terre, un déficit de 612 500 à 800 000 habitations.

Il n'y a pas de doute sur l'ampleur de la tragédie humaine du 4 février 1976 : 23 000 morts et 76 000 blessés. En tant qu'étrangers, nous ne pouvons dire les implications, voire les traumatismes et les réactions d'ordre métaphysique, bien que nous les ayons fortement ressentis après la mise en question même de la terre solide, d'abord perçue instinctivement, puis traduite dans un contexte de croyances diverses.

La fraternité internationale

Il n'y a pas de doute non plus, pour nous : sur un plan international, cette tragédie a été une affaire bien exploitée. Dès l'annonce du désastre, les offres de secours ont afflué au Guatemala. L'U. N. D. R. O., bureau coordinateur des Nations unies en cas de catastrophes, a envoyé un représentant spécial. Des missions d'évaluation des dégâts, des besoins, de ses différents organismes spécialisés, U. N. E. S. C. O., U. N. I. C. E. F., O. M. S., F. A. O., C. E. P. A. L., ont suivi. Puis la Banque mondiale, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, le Fonds monétaire international, la Banque interaméricaine de développement ont établi leurs rapports et prévu les crédits. Les agences américaines de développement, Aid R. O. C. A. P. (Regional Office of U. S. Aid for Central America and Panama), U. S. Military Assistance Program (M. A. P.) ont déployé leur personnel, les représentants des agences privées internationales, Caritas, le Conseil œcuménique des églises sont arrivés. Chaque pays, à travers son ambassade, a envoyé de l'aide : l'Allemagne, la France, jusqu'au Pakistan et Malte, sans oublier l'Espagne. L'aide de l'Angleterre a été refusée, vu les problèmes diplomatiques entre ce pays et le Guatemala, à cause de Belize. Un mystérieux avion soviétique a même réussi à apporter des secours. Les pays frères d'Amérique latine étaient là, les premiers avec les Etats-Unis, le Venezuela, le Mexique, l'Argentine, le Chili, le Pérou — tous, sauf Cuba.

Les premiers secours donnés, certaines erreurs ont été constatées et portées sur le compte du manque d'organisation dans l'urgence. Mais ces erreurs se reproduisent, identiques, à chaque catastrophe en Amérique latine et dans les pays dits « sous-développés » qui font appel à l'aide des pays dits « sur-développés » : elles doivent donc être considérées comme des conséquences d'une politique systématique. En effet, l'aide en cas de catastrophe se transforme très vite en aide habituelle, qui ressemble étrangement, et se confond, avec l'exploitation des pays du « tiers monde ».

II. Le conditionnement et l'encadrement

Les stocks de surplus

Les premiers secours après le tremblement de terre ont été, avant tout, des sacs de farine américaine et du lait en poudre canadien. Cet envoi de nourriture n'était pas nécessaire et risquait de créer de graves perturbations intestinales chez ceux qui n'étaient pas habitués à ces types d'aliments : il y a quelques années, les autorités du Biafra avaient déjà signalé de nombreux cas de réactions graves après les envois de lait. L'ambassade du Canada au Guatemala a précisé qu'elle avait retenu les services d'un nutritionniste pour superviser la distribution, qui touchait 8 000 familles pendant sept semaines. Deux journaux canadiens ont remarqué que la plus grande partie de la nourriture envoyée au Guatemala n'était pas adaptée aux besoins des indiens et que des spécialistes de diététique des universités d'Ontario et de Montréal mettaient en garde contre les dangers du lait pour les populations qui n'y sont pas habituées, contestaient le bien-fondé des envois massifs : 230 000 livres, d'après le plan de travail d'aide de l'ambassade canadienne. D'autres journaux ont expliqué en détail les problèmes de la surproduction et du stockage du lait en poudre et envisagé les possibilités de nouveaux marchés pour le Canada.

Les comités et les files d'attente

A San Andres, à la suite d'un ordre du gouvernement transmis par la radio, le « pasteur-pharmacien », le « premier regidor » et trois maîtres d'école ont formé un « Comité d'urgence local » chargé d'évaluer les dégâts et, en conséquence, de demander de l'aide et de la distribuer. Dans un premier temps, il est arrivé 8 000 livres de farine « Furnished by the people of the United States of America » et 200 livres de lait en poudre canadien. Une première, puis une deuxième journée de distribution ont été organisées. Le docteur a refusé catégoriquement de porter du lait à un enfant atteint d'une infection et souffrant de malnutrition qui n'en avait jamais bu : il craignait que le lait ne provoque une diarrhée et une déshydratation fatale.

Après les distributions de vivres, il y a eu les distributions de vieux habits occidentaux et de couvertures apportés par l'ancien médecin et l'université de San Carlos, la distribution des couvertures de l'armée envoyées par l'ambassade de France, la distribution des vêtements apportés par le promoteur social, puis ceux des mennonites. Les mennonites, il faut le reconnaître, n'ont pas organisé de files d'attente, et les quelques sacs de premier secours qu'ils ont donnés contenaient sans doute la seule chose vraiment utile : des clous. Il y a eu très discrètement, et pour cause, la distribution de dix tôles ondulées pour chacune des familles méthodistes. La discrétion n'a pas empêché que le village soit jaloux des dix familles favorisées et que ne commencent ouvertement les querelles.

Pour une mort à l'occidentale

Une cargaison de médicaments : calmants, antispasmodiques forts, antibiotiques, pénicilline, de toutes les grandes marques de produits pharmaceutiques a été distribuée pendant trois jours à toute la population par une équipe de trois médecins, quatre infirmières et un coordinateur. Cette équipe médicale de volontaires protestants mexicains avait été réclamée

par le « pasteur-pharmacien ». Le curé les a accueillis comme tout ce qui tombait du ciel à San Andres : en trois jours, trois mille personnes ont été examinées, ont reçu leur dose de pilules et d'injections. Il y a de nombreux cas de parasitose, de tuberculose ; une nourriture suffisante, de l'eau potable, de meilleures conditions de travail seraient nécessaires, voire une médecine préventive, mais un lot non trié de médicaments est inutile pour la santé des habitants de San Andres. Un des médecins a voulu refuser de distribuer : il y a eu une petite révolte dans la file d'attente, et la distribution a dû se poursuivre. Le seul blessé grave, qui ne pouvait pas se déplacer, n'a pas été vu par les médecins. Après la fête de remerciement offerte par San Andres et le départ des médecins, le « pasteur-pharmacien » a vendu les « échantillons gratuits » de médicaments qu'il avait pu mettre de côté.

La zizanie

Au fur et à mesure des distributions, le village se querellait de plus en plus fort : le voisin était toujours mieux servi, les membres du comité d'urgence favorisaient leur famille ou vendaient ce qui était à donner. Après une intervention du juge de paix, le comité s'est dissous. Pendant une dizaine de jours, nos amis sont venus mendier et nous en ont voulu d'avoir confié la distribution des cent couvertures « françaises » à la coopérative indigène.

L'immobilisation et les rêves de progrès

Les discordes ont interrompu les faibles efforts de travail en commun. Les hélicoptères, les avions qui « tombaient » à San Andres dérangent les activités de chacun ; tout le monde se bousculait pour essayer d'arriver le premier, au cas où les visiteurs auraient quelque chose à distribuer ; des hameaux les plus proches, les indiens accouraient, mais ce n'étaient le plus souvent que des photographes ou des missionnaires, des militaires américains, mexicains, étrangers, qui venaient en curieux ou à propos de l'aide.

« L'armée continue à servir la communauté », « L'armée et le travail de déblayage » (*El Grafico*, 12, 14 mars 1976, *La Nacion*, 29 avril 1976). Sur une double page du *Grafico* du 14 mars 1976, on pouvait voir le président entouré de militaires et lire : « Où il y a la douleur du peuple, il y a Laugerud. »

L'armée américaine était aussi présentée, portant les premiers secours, avec les fameux hélicoptères Chinook, dans *La Nacion* du 6 avril 1976, qui citait le rapport de Parker, directeur de l'Aid, au président Ford : il était précisé que les forces américaines basées au Guatemala avaient largement participé à l'aide aux sinistrés et qu'une équipe de « reconnaissance en cas de désastre », basée au Panama, était arrivée immédiatement, qu'un hôpital de campagne et son personnel militaire américain avait fonctionné à Chimaltenango, qu'une équipe d'ingénieurs militaires avait évalué les dégâts des voies de communication et que, depuis le 3 mars 1976, un bataillon de 410 hommes remettait en état la route de l'Atlantique, route vitale pour l'exportation et les intérêts américains (*Imparcial*, 3 avril 1976, *El Tiempo*, 12 mars 1976, *El Grafico*, 5 mai 1976, *La Tarde*, 11 mars 1976).

En décrétant l'état de « calamité », puis en le prolongeant une première fois le 3 mars, une seconde fois le 3 avril, en donnant la direction des premiers secours, puis de la reconstruction aux militaires, le président a essayé de présenter une image de l'armée au service du peuple et de se rendre personnellement populaire comme étant lui-même le représentant le plus remarquable de cette armée.

La reconnaissance du peuple

Les soldats de la zone militaire du Quiché ont été envoyés à Joyabaj, et, le 5 février, nous les avons vus en armes surveillant les décombres pour qu'il ne se produise pas de pillage, aidant Care à maintenir les files d'attente pour les vivres. Les habitants les regardaient avec colère : « On nous envoie ces paresseux avec des fusils, rien pour aider, tout pour surveiller. » Le 6 avril, dans *La Nacion*, le colonel d'infanterie Felix Roman Beteta Paz,

sur ordre du ministre de la Défense, sur instruction du président et en accord avec la loi, demandait qu'un démenti soit publié, dans les mêmes caractères et à la même place où avait paru un article mettant en cause le comportement de l'armée à San Lucas Sacatepequez :

« L'armée, en plus de ses tâches habituelles, se dévoue aux travaux que la situation exige après le tremblement de terre, et la morale et la discipline des soldats comme des officiers sont solides ; il est impensable, vu la philosophie de l'institution armée, que des abus, encore moins des atteintes à l'honneur et à la dignité des civils, soient permis alors qu'elle sert avec dévouement et esprit de sacrifice. »

Sur tout le territoire national, une mission d'importance suprême

Les militaires grâce à leurs pouvoirs exceptionnels, légaux, ont renforcé leurs positions : l'image de l'armée protectrice, rassurante, jouera un rôle aux prochaines élections, et permet de lui assurer la collaboration des civils dans ses actions, en particulier celles de répression. Sous couvert de l'Action civique, les militaires ont quadrillé et surveillé le pays d'encore plus près. Dans le Quiché, des manœuvres d'artillerie et d'aviation ont eu lieu (*La Prensa*, 6 avril 1976). Le 28 avril, *La Nacion* titrait : « Le Congrès se moque des indigènes dans le Quiché » ; le 5 mai, dans *El Grafico*, on apprenait que le colonel Manuel de Jesus Arana rapportait au ministre, le général Vassaux Martinez : « Il n'y a pas de problèmes, pas d'opérations militaires, ni de persécutions dans la région ; simplement quelques occupations de terres, mais il y a suffisamment de police locale pour surveiller, maintenir l'ordre et la tranquillité publique. » Les rumeurs augmentent cependant, au point qu'à Paris des tracts sont distribués pour attirer l'attention sur la répression dans le Quiché.

Les informations des militaires

Le 22 août, à la suite d'affrontements entre l'armée et l'E. G. P. (Armée guerrillera des pauvres), un communiqué militaire informe la presse sur les

Les quelques distributions effectuées, les promesses d'autres à venir, et les reportages, en permanence à la radio, sur l'aide apportée dans tout le pays ont laissé espérer une aide réelle à la reconstruction. Beaucoup ont attendu, ont refusé de rebâtir comme avant, en *adobe* et en tuile, pendant qu'il était encore temps avant les premières pluies. Le comité d'urgence dissous, un « Comité de reconstruction » a été formé, présidé par le curé ; le membre du Peace Corps était vice-président avec le maire, un représentant de la mairie, un des différentes missions, y compris de la mission scientifique, des maîtres d'école de la communauté et de la coopérative indigène, et le promoteur social comme secrétaire, le pasteur-pharmacien comme trésorier. Un Canadien, qui se disait « sociologue de communication », prétendait avoir 90 000 dollars de l'ambassade du Canada ou d'une Eglise en relation avec ce pays, pour faire la reconstruction du village en maisons préfabriquées, pour installer l'eau potable, une école secondaire, une route, faire de la reforestation. Avec lui, de nouveaux missionnaires pentecostistes, charismatiques se sont installés, ont commencé à prêcher la réconciliation des Eglises dans le malheur. L'escalade dans les promesses d'aide entre les Eglises, les partis politiques, les organismes de développement a déclenché un rêve de progrès, mais le salaire des journaliers, bien qu'il ait augmenté de 50 centimes à 70 (un quetzal = un dollar), n'a pas dépassé le quetzal par jour.

Le cauchemar de la bidonvilisation

En avril, grâce aux efforts du comité de reconstruction, 10 000 tôles ondulées ont été déversées sur San Andres. Elles étaient fabriquées à l'extérieur du pays, aux U. S. A., au Salvador, au Japon, et provenaient des fonds d'aide des Eglises suisses et canadiennes (Helvetas de Quetzaltenango, Eglise El Calvario de Guatemala, C. E. M. E. C. : Comité de Emergencia de las Iglesias Centro-americanas). Elles étaient vendues à deux dollars chacune, prix de gros dans la capitale, par le curé et le Peace corps, suivant le mot d'ordre du président Langerud Garcia : « L'aide ne doit pas être

donnée, mais méritée. » A certains nécessiteux, elles étaient vendues à un prix réduit ou même distribuées gratuitement.

Les experts de la C. E. M. E. C. titraient cette action « Operacion laminacion » (la *lamina*, c'est la tôle). La réussite de cette « opération » a été spectaculaire, au point que les enfants, qui nous faisaient des dessins de San Andres, ne représentaient plus que des maisons à toits de tôle ondulée. La tuile, fabriquée localement et mieux adaptée au climat, cédait le pas devant ce qui, venant de l'étranger, s'imposait comme le symbole de l'acculturation, du développement, du progrès. A travers tout le Guatemala, la tôle était distribuée par des organisations laïques ou religieuses, par des sociétés privées. Au début d'avril, elle manquait sur le marché. En mai, un projet de décret d'exonération des droits de douane sur les matériaux de construction était déposé devant le Congrès ; pour compenser, un emprunt obligatoire, sous la forme de bons de reconstruction, était lancé. On peut estimer à cinq millions le nombre de tôles vendues, pour 10 millions de dollars, soit un tiers de l'importation annuelle de matériaux métalliques. Vu le climat, on peut penser que ces tôles de quelque 2/10 de mm ne résisteront guère plus de deux ans : un marché important a été ouvert.

A San Andres Itzapa et à San José Poaquil, des maisons préfabriquées ont été offertes par le Canada. Ce pays n'a pas mis un mois, après le tremblement de terre, pour obtenir la signature d'un accord commercial qui traînait depuis des années, et, le 1^{er} mars, les journaux annonçaient que le Canada vendrait au Guatemala les planches de bois pour les maisons préfabriquées. En avril, nous avons finalement vu arriver ces maisons préfabriquées tant attendues : posées sur quelques parpaings par deux menuisiers américains, volontaires pentecostistes, quarante planches brutes et dix tôles de quatre mètres sur 0,75, le tout à vendre pour 300 dollars à crédit. Il y a eu un moment de déception, mais les plus riches ont eu tendance à accepter : les pluies venaient. Le baraquement allait devenir un signe de richesse ; la maison préfabriquée, une maison de prestige. Ceux qui ne pouvaient pas s'engager à payer 300 dollars se sont précipités pour se renseigner sur les prêts bancaires : il fallait avoir des titres de propriété, des évaluations récentes de la valeur des terres, ou un salaire, être en

règle avec les impôts. Les pauvres n'ont pas pensé aux banques : ils ont reconstruit suivant leurs moyens, en carton ou planches et, dans les meilleurs cas, en *adobe*, comme avant, des maisons qui retomberont au prochain tremblement. Ils n'ont même pas vu le manuel en images fait par les architectes des Nations unies après le tremblement du Pérou que le curé avait dans le tiroir de son bureau : *Comment reconstruire en « adobe »*.

Sous prétexte d'aide, le processus de destruction des techniques locales et d'ouvertures de marchés se répète à chaque catastrophe dans les pays du tiers monde. Il suffit d'être passé par le Callejon de Huaylas, deux ans après le tremblement de terre de Haras au Pérou, en 1970, pour constater l'état lamentable des conditions de vie sous la tôle et la bidonvillisation d'une région essentiellement due à l'« aide ». Plus près du Guatemala, il suffit de passer par Managua.

Les agents de la réorientation

L'anthropologue américain Carmack, un spécialiste des hautes terres du Guatemala, a été chargé par l'ambassade des États-Unis de faire une enquête sur la meilleure manière de distribuer l'aide à la reconstruction. Dans son rapport, il a recommandé de laisser agir « les autorités traditionnelles du village : le curé, le maire, le promoteur social, les maîtres d'école, le pasteur ». Les autorités traditionnelles indiennes, les « confrères », les « guérisseurs », ne sont pas plus mentionnées que les autorités progressistes, les dirigeants des coopératives : les représentants de 80 % des municipes sont oubliés.

A partir de 1954, dans le cadre national de la lutte contre le communisme, l'Église et l'Action catholique ont intensifié la campagne de rechristianisation. Il y a eu une période de confrontation violente avec les confréries, les traditions, les valeurs indigènes, tout ce qui était considéré comme « retardataire ». En 1960, la paroisse de San Andres a été rétablie et confiée aux missionnaires espagnols de la congrégation du Sacré-Cœur. En 1976, le travail de conversion paraissait moins important que celui de développe-

ment, et l'Aid finançait en partie la coopérative paroissiale d'épargne et de crédit. L'Action catholique formait les dirigeants de la coopérative, de la ligue paysanne et de la communauté indigène. Le curé organisait le progrès, en se faisant seconder par le Peace Corps, avec les « éléments les plus dynamiques » du village, il encourageait une mentalité moderniste, progressiste, ouverte à tout ce qui est étranger.

Le promoteur social, indien formé par l'Action catholique, agissait en accord avec le curé.

Le maire, indien formé lui aussi par l'Action catholique, avait quitté, juste avant les élections, la « Démocratie chrétienne » pour le « Mouvement de libération nationale », qui lui offrait la mairie contre les voix de ses fidèles partisans. Les *ladinos*, qui ont dû accepter ce maire indien, avaient tendance à le mépriser et à ne pas le respecter. Le comité d'urgence avait été constitué sans lui. Il était présidé par le premier *régidor*, un *ladino*. Il faudrait parlé quiché et mieux le connaître pour juger du rôle du maire.

Le pasteur, originaire de Joyabaj, a épousé la fille de l'un des plus riches propriétaires de San Andres, une maîtresse d'école. Il a été formé par les méthodistes américains et envoyé en poste à San Andres, où il est salarié ; de plus, il a ouvert une « épicerie-vente de médicaments ». C'est un des commerçants progressistes peu scrupuleux qui savent gérer et accumuler du capital. Les méthodistes, une minorité essentiellement *ladina*, mènent une vie de puritains, travaillent et mettent en valeur leurs terres, savent planifier, poussent leurs enfants à faire des études grâce aux bourses américaines qu'ils obtiennent pour le collège protestant du Quiché. En 1976, pour la première fois, San Andres a eu un étudiant — en agronomie —, un méthodiste. Par des concours de citations bibliques, en prêchant à tour de rôle en public, hommes et femmes développent un esprit de compétition et un respect de l'individu. Ils sont parmi les premiers à avoir compris qu'il n'est plus possible d'être ouvertement raciste ou paternaliste et traitent donc les Indiens plus « humainement ». Ils représentent à San Andres l'état le plus avancé de l'assimilation de l'idéologie dominante. Une grande mobilité géographique et sociale les destine à entrer dans la bourgeoisie de service, dès qu'ils ne pourront plus vivre de leurs terres.

Les maîtres d'école ont pour fonction principale d'assurer que les structures existantes de la société se reproduisent et que les valeurs idéologiques se transmettent. Si, depuis 1954, tous les gouvernements insistent sur l'importance de l'éducation dans les zones rurales, le pouvoir n'a pas intérêt à éduquer sa force de travail. Les maîtres d'école enseignent principalement le respect des institutions et de la hiérarchie, les valeurs de l'individualisme, de la compétition, du progrès. Les rares maîtres indigènes s'habillent en costume occidental, et la première classe qu'ils enseignent est celle de *castillanisation* (apprentissage de l'espagnol). A San Andres, 41 enfants sont inscrits en première année de primaire, mais seulement 14 en dernière, dont un seul indien. Après le tremblement de terre, les écoles ont été fermées pendant presque trois mois, et les maîtres d'école ont été chargés de faire des recensements, des enquêtes.

Les autorités « traditionnelles » (à qui, selon l'anthropologue américain, il faut laisser prendre les initiatives, les décisions, au nom de la communauté), les « cadres locaux » sont donc à San Andres des étrangers imposés de l'extérieur, des membres du parti politique au pouvoir, des fonctionnaires nommés et payés par le gouvernement. Ils retransmettent en parfait accord le mythe du développement, qui fait progresser les inégalités, celui de l'intégration des indiens, qui dissimule le racisme et facilite l'exploitation, celui de l'individualisme, qui isole et empêche de voir les intérêts communs, celui du respect des institutions et de la culture occidentale, qui entraîne la dépendance, le mythe enfin de l'éducation, qui fait des ignorants, des impuissants.

Après quatre mois de séjour

Fin avril, « Frère des hommes » est arrivé à San Andres pour étudier les possibilités « intelligentes » de développer la région avec 1 000 dollars par mois. Début mai, la radio annonçait, en espagnol et en quiché, à plusieurs reprises, que les Français avaient un million de dollars pour San Andres, mais que, en raison des disputes entre les habitants, ils ne les distribuaient

pas ; une fausse nouvelle émanant des militaires. Les indiens se déplaçaient pourtant de 20 km à la ronde pour venir nous demander des tôles et de l'argent ; nous avons beaucoup de mal à nous expliquer. Début mai aussi, les premières pluies sont tombées ; la vie devenait impossible, la tristesse plus évidente sans le soleil, l'envie de fuir San Andres. Nous sommes rentrés.

III. L'audio-visuel de l'abrutissement

La radio, les journaux

« Les hommes et les femmes de toutes les croyances, de tous les partis, de tous les secteurs, de tous les âges, fraternisent. [...] Unissons-nous dans le travail et la reconstruction nationale. [...] Nous avons besoin de plus d'action et de moins de larmes. [...] Nous devons nous mettre en bras de chemise et suer, suer et tra-

vailer et reconstruire. [...] Reconstruire sans cesser de produire. [...] Celui qui veut jouir du bien-être doit le gagner. [...] Celui qui travaille et se sacrifie mérite une récompense. [...] Guatemala est debout. [...] Dieu est de notre côté, Dieu est guatémaltèque... »

Tels sont les mots d'ordre lancés par le président Laugerud dans son allocution du 12 février. Ils ont été repris sans cesse par les journaux, la radio, mis en musique et chantés, imprimés sur des affichettes autocollantes, sur des cartons, des affiches, collés sur les pare-brise des voitures et des camions, sur les vitrines et les murs, distribués dans les mairies des villages, répétés sous la forme de blagues, puis redits mécaniquement dans les conversations courantes, employés dans les discours, énoncés dans les comités, appris à l'école et repris en chœur dans les publicités des grandes marques de produits de consommation.

L'utilisation idéologique et publicitaire qui a été faite de la situation d'« urgence nationale » après la catastrophe pour renforcer la situation de sinistre permanent transparaît dans ces phrases, ces slogans, ces refrains



ESTAMOS EN PIE

PERO... Si su cutis esta marchito por el polvo y la tension nerviosa de estos dias.

MERLE NORMAN STUDIO

le devuelve

la tersura y loşania de su piel.

VISITENOS PRONTO

MERLE NORMAN STUDIO

Local No. 144 Gran Centro Comercial Zona 4
Local No. 26 Edificio El Triangulo Tel. 61-7411

NOUS SOMMES SAINS ET SAUFS.

MAIS... si votre peau est agressée par la poussière et la tension nerveuse de ces derniers jours, **MERLE NORMAN STUDIO** vous rend la fraîcheur et l'éclat de votre peau. Venez nous voir sans tarder.



Continental Motores, S.A.

Agencia distribuidora de los carros

VOLKSWAGEN

Ante la dolorosa tragedia que nos afecta a todos los Guatemaltecos, manifiesta su solidaridad con el pueblo y Gobierno de Guatemala, a la vez que expresa su admiración por la serenidad y cordura de nuestros compatriotas frente a la adversidad y su confianza en las atinadas medidas tomadas por el Gobierno en la emergencia, a lo cual deberemos seguir nuestra voluntad de servir y empeñarnos decididamente en el trabajo, para con encendida esperanza e inquebrantable fe, construir una Guatemala mejor.

GUATEMALA EN PIE 024771

VW Continental Motores S. A.
Agence de distribution des véhicules Volkswagen
Devant la douloureuse tragédie qui nous endeuille, nous tous les Guatemalteques, Volkswagen manifeste sa solidarité avec le peuple et le gouvernement du Guatemala, en même temps qu'il exprime son admiration pour la sérénité et le bon sens de nos compatriotes face à l'adversité et sa confiance dans les mesures appropriées prises par le gouvernement en la circonstance, à quoi nous devons ajouter notre volonté de servir et de nous mettre résolument au travail pour construire avec une vive espérance et une foi inébranlable un Guatemala meilleur.
Guatemala debout !

DE L'UTILITÉ D'UN TREMBLEMENT DE TERRE

qui s'écarterent, sans exception, une idéologie abrutissante, appelant à la « solidarité », au « travail sans limites », à la « foi dans un futur meilleur et prometteur », au « progrès », au « développement », à l'« aide », à la « gratitude pour les pays frères », etc.

« Ensemble, nous pouvons. Il faut bien remplir sa tâche, au bureau, à la fabrique, aux champs ou à l'atelier/Faisons un nouveau Guatemala/Guatemalteque, nous n'avons plus de maisons, mais nous sommes debout et avec du travail ! En avant ! Prends la pelle et reconstruis le Guatemala. Le Guatemala a besoin de ton travail, le Guatemala compte sur toi/ Ce n'est qu'en travaillant ensemble, que nous pouvons vaincre, et nous y arrivons, pour le Guatemala/Relevons le Guatemala. Reconstruire, voilà notre tâche !/Le Guatemala est blessé, mais pas mort. Le Guatemala est debout/Guatemala esta en pie/Ensemble, nous pouvons/Juntos podemos. Pouvons de l'avant/Travailler et produire/Le bois, le marteau et la pelle servent aujourd'hui plus que jamais. Au travail, Guatemalteques, au travail/Ne parlons plus de ça, au travail/Travaillons pour notre Patrie. »

« Pour reconstruire, il nous faut de l'âme et du cœur/Elevons notre esprit et avec foi reconstruisons le Guatemala/ Avec la foi en Dieu et en nous-mêmes, reconstruisons le Guatemala/La Patrie blessée te demande de participer avec persévérance à la tâche énorme de sa reconstruction. Les frères guatemalteques touchés dans leur corps, dans leur âme, te demandent de tendre une main secourable. Mais Dieu aussi te demande de te mettre en règle avec lui. Nous voulons suivre notre chemin, notre plaisir,

notre volonté, ce qui arrive est un châtime- ment de Dieu pour la rébellion, la rébellion contre Dieu. Les victimes d'un tremblement de terre ne sont pas de plus grands pécheurs que ceux qui n'en souffrent pas, mais tous ont péché, tous méritent le même châtime- ment. Désastres et tragédies, souffrances et douleurs, ont toujours été et continueront d'être. Dieu a un but en tout. »

Comme disent nos présidents dans les pays occidentaux : « Nous ne guérirons pas la misère du monde. Ni nous, ni d'autres. Cette misère, même si elle change avec le temps, est inscrite dans la fibre de l'espèce humaine, comme la maladie et la mort. » Alors Dieu contrôle tout, et tout ce qu'il fait ou permet à sa raison/Dieu est notre refuge, soyons sans crainte, même si la terre se convulse/ Dieu est avec nous, Dieu est guatemalteque/Aunque la tierra sea removida.

Puis il y a ceux qui ont pensé « aux quatre chevaliers de l'apocalypse, réduisant en poussière la ville de Guatemala », qui se rappellent que « trois capitales sont tombées sous la même fureur inconnue, comme trois vierges dévorées par le Minotaure, Mystère de douleur, trêfle d'angoisse, trilogie d'épouvante, triple clou de crucifixion », les esthètes qui ont senti « la terre se cabrer comme un poulain sauvage bayant de colère. Le sol s'enfoncer sans s'effondrer ou se

contracter comme des biceps de Titan », qui ont entendu « dans les profondeurs résonner des Niagara ». Ceux qui ont bien assimilé la culture occidentale, qui savent qu'« un destin de ruine et de mort, comme celui des Atrides ou de la famille Julia, signe le front endeuillé des capitales du Guatemala », qui ont lu José Rodríguez Cerda, qui se sentent dans leur fauteuil « bouleversés par la gravité de la situation, ébranlés par l'ampleur de la catastrophe », qui mettent leur style et leur culture au service du pouvoir et, comme l'Eglise, souffrent à leur façon les mots d'ordre du président :

« Terre, c'est l'heure de la détente, comme on le dit aujourd'hui, l'heure de l'apaisement. Les hécatonbes que l'ondulant dragon platonique exigeait t'ont aussi Falla, disent-ils ! Coups de queue d'une contorsion atroce ! Restes d'une géologie convulsive ! Paix, terre ! Paix ! Tu as domé l'assaut comme Gengis Khan, tu as passé ta fureur comme les hordes d'Attila, tu as attaqué aveuglément comme Tamerlan. Ceux-là ont dévasté, tu as dévasté. Mais, sous de tels coups, l'homme devient géant et revient

Bien sûr, la campagne des slogans ne date pas du 4 février, du « savoir, c'est pouvoir », (*saber es poder*) jusqu'au « Rendez-nous le Belize ». C'est vrai, on avait oublié, avec le tremblement, qu'une marche était prévue sur le Belize pour le 7 ou le 8 février... Les mots d'ordre n'ont jamais manqué, alors, de nouveau : « Mieux vaut parler de Belize et ne plus acheter des marchandises anglaises. »

« Merci pays frères/Nous apprécions l'aide précieuse des pays frères/Merci d'aider/L'aide se déverse sur le Guate-

à la charge. Dieu a besoin que l'homme l'aide à être, et, s'il l'aide, il aide. La foi n'est pas seulement celle qui prie et attend la pluie de mâne du ciel, sinon, comme on le voit maintenant, elle est action qui déblaye, guérit, prévient, distribue le secours quotidien à un peuple sinistré, mais prêt si on l'aide à saisir les outils de la reconstruction. D'un vaste ensemble de villages monte la vision de la reconstruction. D'un vaste ensemble de villages monte la vision de la désolation infernale. Mais combien de mains se tendent, combien se portent pour alléger la peine ! Et vois cet Altiplano, avec des pioches et des pelles. Et vois le travail de la forge. Un pareil peuple ne peut pas être vaincu parce qu'il est héroïque. L'héroïsme va de survie à réédifier, de ce qui n'est plus à ce qui sera à nouveau. »

Où, dans le style indigéniste : « Homme de maïs ; lève toi » et, sur une image du grand Tescum Uman, une citation du Popol Vuh : « Que tous se lèvent, qu'on les appelle tous, que pas un groupe, ni deux d'entre nous restent en arrière des autres. »

mala/L'aide internationale au secours du Guatemala » Oublier que ce n'est même pas, en infime quantité, un juste

retour de tout ce que les étrangers prennent au Guatemala, surtout cacher que l'aide va entraîner une plus grande dépendance, va coûter cher. Apprendre à dire : « Merci », à dire : « Yes, very well, thank you, oui, Monsieur, la Danke schön », comme le conseille l'Inguat, l'Institut guatémaltèque du tourisme.

Toutes les grandes entreprises capi-

talistes publient, diffusent avec panache : « Ensemble nous pouvons/Faisons un nouveau Guatemala »/Le peuple réagit bien, suivant sa nature, son tempérament indien : fataliste, somnolent dans le conformisme, mais efficient et coopératif quand il s'agit de servir sa communauté. « Guatemala est debout » est un bon mot d'ordre. »

Les braves gens

« Dieu ! Dieu ! Grâce à Dieu nous sommes vivants ! Jugement de Dieu ! C'est la volonté de Dieu ! Ce sont les signes, les temps du jugement arrivés ! Les gens étaient méchants ! Mon Dieu, qu'allons-nous devenir ? C'est un miracle, nous sommes vivants ! Nous sommes saufs, grâce au ciel ! Dieu merci, nous n'avons rien, seulement la maison qui est tombée. Volonté de Dieu ! Punition pour nos péchés ! Châtiment divin ! Parce que nous ne respectons plus ! Parce que nous prenons des femmes trop jeunes ! Les évangélistes ont raison ! »

« Que faire ? nous sommes pauvres, nous ne savons pas, nous ne pouvons pas, nous n'avons pas de quoi reconstruire ! Seuls nous ne pouvons rien, il faut qu'on nous aide ! L'adobe tue ! Si on avait une machine à faire des parpaings ! Construire avec de l'adobe, c'est construire sa tombe ! Le vais faire une petite baraque de planches et de tôles ! Si j'avais des parpaings et de la tôle ! Des planches, on en trouve ; ce qui manque, c'est la tôle ! Avec la tôle, ils disent que c'est moins dangereux ! Oui, je pense reconstruire, mais voyons ce que dit le père ! On fait tout tomber ; après, on verra ! Nous ne pouvons pas reconstruire, nous n'avons pas de terrain ! On doit se contenter de l'adobe ! Avec une base en adobe, des planches et de la tôle ! Plus petite, plus basse qu'avant, mais en adobe et en tuiles, comment faire autrement ? Il faut travailler avec ce que nous avons, pauvres de nous ! Peut-être qu'il faut réfléchir trouver autre chose ! L'adobe est à 6 quetzals les cent ! Mon frère

a payé 5 quetzals ses planches/Une tuile, c'est 5 centimes maintenant ; une tôle, c'est 8 quetzals/Le père va vendre les tôles à 2 quetzals pour les pauvres/Sa cabane lui a coûté 200 quetzals à Oméro, mais moi, avec quoi je reconstruis. »

Devant l'école, dans la nuit : un père franciscain qui vient de la région d'Iquitos, au Pérou, se fait expliquer par un maître d'école et le jeune étudiant méthodiste les problèmes de San Andres :

« Ici nous sommes très individualistes/Nous ne pouvons pas travailler ensemble/Les jeunes indiens ne veulent pas nous aider/C'est qu'il y a beaucoup de problèmes avec les petits indiens/On a dû en mettre un comme maire, c'est pour cela que nous sommes en retard/A Canilla c'est autre chose, à Canilla il n'y a pas d'indiens, ils progressent/Ils sont nombreux, les petits indiens ; si nous ne faisons pas attention, ils vont être les plus forts/Ils veulent nous chasser/Ils sont très égoïstes/Ils ne savent pas ce qui est bon pour eux/Ils n'ont pas d'éducation/S'ils ont de quoi se nourrir, ça leur suffit/Ils ne se lavent pas les mains avant de manger, c'est pour ça qu'ils sont malades/Ils mettent des pantalons et renient leur mère/Ils sont comme des enfants gâtés, si on s'occupe d'eux, ils se croient intéressants/On les éduque, ils deviennent paresseux/Ils vont à l'école, ils deviennent insolents/Ils perdent le respect/Ils vont leur train et montent/On les appelle "garçons", ça ne veut pas dire qu'on les traite mal/Ça coûte maintenant, un "garçon", c'est ça le problème le plus important ici. »

IV. L'action civique militaire

Sécurité et progrès

Depuis 1961, un programme d' « Action civique militaire » organisé par l'armée américaine fonctionne au Guatemala. Les manuels officiels du Pen-

tagone définissent ses missions : « L'utilisation de forces militaires, à prépondérance locale, pour des projets utiles à la population à tous les niveaux dans les domaines de l'éducation, des travaux publics, de l'agriculture, des transports, des communications, de la santé, de l'hygiène et autres, pour contribuer au développement économique et social, permettant ainsi l'amélioration des rapports entre les forces militaires et la population. » Un « Civic Action Adviser » est adjoint à la mission de l'armée américaine au Guatemala ; il existe une liaison permanente entre cette mission, et Aid Care a son propre « Civic Adviser ». Un prospectus distribué par l'armée guatémaltèque explique l'œuvre sociale des militaires.

L'urgence nationale

Le 4 février, le président de la République a décrété l'état de « calamité », et tous les services d'Etat ont été remis entre les mains du ministre de la Défense nationale qui devenait président du « Comité d'urgence national ». L'armée contrôlait le pays, et les militaires ont été envoyés au secours de la population. Du 4 au 10 février, les forces aériennes ont effectué 1 128 vols, transportant 192 837 livres de vivres, médicaments et vêtements et déposé plus de 1 000 experts civils ou militaires pour conseiller, organiser, aider (*Imparcial*, 13 février 1976). Dans son discours du 12 février, le président Laugerud a annoncé les mesures prises en vue de la reconstruction : et la cinquième précisait que l'Action civique militaire participerait à la reconstruction nationale.

La vaste œuvre sociale

Dans les journaux, des pages entières informaient sur le travail de l'armée. Bien que sur les photos les soldats apparaissent portant leurs armes, donnant des ordres, se reposant, entourant et protégeant le président et très rarement avec des pelles ou un tracteur, les titres et sous-titres sont : « Avec des machines, des pelles et des mains, l'armée déballe la ville »,

« L'armée continue à servir la communauté », « L'armée et le travail de déblayage » (*El Grafico*, 12, 14 mars 1976, *La Nacion*, 29 avril 1976). Sur une double page du *Grafico* du 14 mars 1976, on pouvait voir le président entouré de militaires et lire : « Où il y a la douleur du peuple, il y a Laugerud. »

L'armée américaine était aussi présentée, portant les premiers secours, avec les fameux hélicoptères Chinook, dans *La Nacion* du 6 avril 1976, qui citait le rapport de Parker, directeur de l'Aid, au président Ford : il était précisé que les forces américaines basées au Guatemala avaient largement participé à l'aide aux sinistrés et qu'une équipe de « reconnaissance en cas de désastre », basée au Panama, était arrivée immédiatement, qu'un hôpital de campagne et son personnel militaire américain avait fonctionné à Chimaltenango, qu'une équipe d'ingénieurs militaires avait évalué les dégâts des voies de communication et que, depuis le 3 mars 1976, un bataillon de 410 hommes remettait en état la route de l'Atlantique, route vitale pour l'exportation et les intérêts américains (*Imparcial*, 3 avril 1976, *El Tiempo*, 12 mars 1976, *El Grafico*, 5 mai 1976, *La Tarde*, 11 mars 1976).

En décrétant l'état de « calamité », puis en le prolongeant une première fois le 3 mars, une seconde fois le 3 avril, en donnant la direction des premiers secours, puis de la reconstruction aux militaires, le président a essayé de présenter une image de l'armée au service du peuple et de se rendre personnellement populaire comme étant lui-même le représentant le plus remarquable de cette armée.

La reconnaissance du peuple

Les soldats de la zone militaire du Quiché ont été envoyés à Joyabaj, et, le 5 février, nous les avons vus en armes surveillant les décombres pour qu'il ne se produise pas de pillage, aidant Care à maintenir les files d'attente pour les vivres. Les habitants les regardaient avec colère : « On nous envoie ces paresseux avec des fusils, rien pour aider, tout pour surveiller. » Le 6 avril, dans *La Nacion*, le colonel d'infanterie Felix Roman Beteta Paz,

sur ordre du ministre de la Défense, sur instruction du président et en accord avec la loi, demandait qu'un démenti soit publié, dans les mêmes caractères et à la même place où avait paru un article mettant en cause le comportement de l'armée à San Lucas Sacatepequez :

« L'armée, en plus de ses tâches habituelles, se dévoue aux travaux que la situation exige après le tremblement de terre, et la morale et la discipline des soldats comme des officiers sont solides ; il est impensable, vu la philosophie de l'institution armée, que des abus, encore moins des atteintes à l'honneur et à la dignité des civils, soient permis alors qu'elle sert avec dévouement et esprit de sacrifice. »

Sur tout le territoire national, une mission d'importance suprême

Les militaires grâce à leurs pouvoirs exceptionnels, légaux, ont renforcé leurs positions : l'image de l'armée protectrice, rassurante, jouera un rôle aux prochaines élections, et permet de lui assurer la collaboration des civils dans ses actions, en particulier celles de répression. Sous couvert de l'Action civique, les militaires ont quadrillé et surveillé le pays d'encore plus près. Dans le Quiché, des manœuvres d'artillerie et d'aviation ont eu lieu (*La Prensa*, 6 avril 1976). Le 28 avril, *La Nacion* titrait : « Le Congrès se moque des indigènes dans le Quiché » ; le 5 mai, dans *El Grafico*, on apprenait que le colonel Manuel de Jesus Arana rapportait au ministre, le général Vassaux Martinez : « Il n'y a pas de problèmes, pas d'opérations militaires, ni de persécutions dans la région ; simplement quelques occupations de terres, mais il y a suffisamment de police locale pour surveiller, maintenir l'ordre et la tranquillité publique. » Les rumeurs augmentent cependant, au point qu'à Paris des tracts sont distribués pour attirer l'attention sur la répression dans le Quiché.

Les informations des militaires

Le 22 août, à la suite d'affrontements entre l'armée et l'E. G. P. (Armée guerrillera des pauvres), un communiqué militaire informe la presse sur les

opérations anti-guérilla dans le nord des départements du Quiché et de Huehuetenango. Des affrontements auraient eu lieu dans Chicaman, municipalité de d'Uspantan, à quelque 30 km de San Andres (*La Tarde*, 21 août 1976, *Imparcial*, 24 août 1976). A la suite de ces événements, l'armée et la Police militaire ambulante (P. M. A.) ont mobilisé leurs effectifs : la région a été quadrillée et d'autres accrochages se sont produits. La guérilla a été reconnue officiellement au quartier général « Mariscal Gregorio Solares », à Santa Cruz del Quiché, par le colonel Oscar Sandoval. Ce même colonel ajoute que se combinent aux opérations de contre-guérilla purement militaires des opérations d'Action civique au cours desquelles l'armée aide la population, essayant de se rendre populaire : « Ce qui aggrave la situation : les paysans se retrouvent entre l'épée et le mur ; d'un côté l'armée qui les poursuit et les capture, les confondant avec les guérilleros, et de l'autre la guérilla qui parfois les croit avec le gouvernement. » (*Imparcial*, 27 août 1976.) Le même article ajoute : « La F. A. G. [Forces aériennes du Guatemala], en coordination avec la zone militaire et les organisations coopérativistes, développe des journées d'Action civique, ce qui montre bien la connexion entre l'armée et les coopératives soutenues par l'Aid.

De la guérilla, pourtant proche, nous n'avons rien su : les informations du mois d'août, nous les tenons des journaux officiels ; ce que nous savons, c'est que les terres en litige, jusqu'ici considérées comme « pauvres », comme réservoir de main-d'œuvre pour la côte risquent de perdre de la valeur. Il existe un plan de développement de cette région par l'Aid ; des travaux d'irrigation ont été entrepris près de San Andres, à Canilla, la construction de barrages hydro-électriques va commencer (voir plan général du bureau d'étude Lameyer pour le développement énergétique) et des cultures intensives de légumes pour l'exportation est prévue, le Peace Corps à San Andres était venu pour enseigner comment cultiver des jardins potagers... Guérilla ou pas, des terres jusqu'ici sans intérêt vont en avoir.

Voleur aperçu, voleur mort !

Ce que nous avons vu, c'est, le 18 février, la police montée à San Andres, vérifier l'identité des étrangers. Ce que nous avons su officiellement, c'est qu'au cours de ces opérations il y a eu des « échanges » de balles, des jeunes tués et blessés, des arrestations, des disparitions, des découvertes de « cellules de guérilleros du F. U. R. » (*La Tarde*, 11 mars 1976.) Bien que la délinquance n'ait pas été plus forte que d'habitude, des bruits ont couru : des prisonniers se seraient échappés de prison quand les murs sont tombés. Ces nouvelles affolaient la population, mais surtout justifiaient la formation de brigades civiles armées pour surveiller les quartiers riches. Ces groupes d'autodéfense patrouillaient la nuit avec comme mot d'ordre : « Voleur aperçu, voleur mort ! » Quand on sait la violence politique qui existe au Guatemala et le rôle des organisations d'extrême droite comme le « Buitre justiciero » ou « L'escadron de la muerte » qui défendent le christianisme, la démocratie et la civilisation occidentale, ces civils armés ne peuvent pas être considérés comme totalement étrangers à la recrudescence de la violence politique qui a été notée après le tremblement de terre.

Le 23 février, après l'assassinat de Rolando Andrade, fonctionnaire municipal et dirigeant du F. U. R., Frente Unitario Revolucionario parle de la violence du tremblement de terre et de la violence des hommes. Après l'attentat contre l'ancien maire de Guatemala, Manuel Colom Argeta, le 29 mars, le conseil supérieur de l'université de San Carlos dénonce une fois de plus cette violence politique et, à l'occasion du 1^{er} mai, publie une déclaration citant les plus récents cas de répression (*El Grafico*, 3 mai 1976). Cette répression a pour but non seulement d'éliminer des guérilleros et des membres de l'opposition trop gênants, mais surtout d'entretenir un climat de terreur. Plus forte depuis 1970, cette atmosphère, obtenue par les interventions apparemment non contrôlées des organisations de droite, de la police, de l'armée, est une tactique délibérée pour maintenir le silence et l'inaction.

Le tremblement de terre aura donc été utilisé par le gouvernement gua-

témaltèque sur deux tableaux : d'un côté, améliorer l'image des militaires au pouvoir et celle de leurs conseillers et supporters américains et gagner le soutien populaire, qu'ils n'avaient pas après les élections trop clairement frauduleuses, semble-t-il, de 1974 ; de l'autre, renforcer les actions de répression.

V. L'exploitation de la situation

La calamité des pauvres

« Pour ce qui est des maisons particulières, on en comptait de cinq à six mille dans la ville ; beaucoup sont entièrement tombées, surtout dans les quartiers pauvres, à cause de leur mode de construction. Dans le centre de la ville, où elles étaient plus solides, beaucoup ont résisté à la violence du tremblement. » (Rapport d'inspection de la ville de Guatemala, Antigua, par Pedro Perez Valenzuela après le séisme de 1773.)

« Ce fut le tremblement de terre des pauvres. Si les maisons avaient été plus solides, notre situation serait meilleure, la catastrophe n'aurait pas atteint de telles proportions. [...] Ce sont les "petits" qui ont le plus souffert. » (Rapport de Mgr Geraldo Florez Reyes, vice-président de Caritas International pour l'Amérique latine après le tremblement de terre de 1976.)

« Les plus touchés sont les pauvres, et c'est essentiellement un désastre rural. [...] L'impact destructeur du tremblement de terre a touché les maisons des pauvres. La majorité des habitants du Guatemala habitent, dans des petites agglomérations ou dans la campagne, des maisons d'adobe. Plus de 150 000 sont tombées, estime le gouvernement. Dans la ville de Guatemala, quelque 100 000 maisons de pauvres ont été détruites. » (Rapport de Parker, directeur d'Aid, 1976.)

« Une fois de plus, le tribut le plus lourd en vies humaines est payé par les classes les plus pauvres, celles dont les maisons n'ont pas été prévues

pour supporter de tels chocs. L'U. N. E. S. C. O. pour sa part apporte son aide à la reconstruction : elle envoie pour cela des séismologues, des spécialistes en maisons et en bâtiments scolaires antiséismiques et des experts en protection des monuments culturels. Le problème des tremblements de terre sera résolu lorsque, dans les zones à séismes, chaque maison, chaque immeuble et tous les ouvrages de l'homme auront été conçus, construits ou renforcés de manière à résister aux secousses. Si l'on connaît les principes généraux de la construction antiséisme, si l'on a étudié dans le détail les cas des immeubles modernes en acier et en béton et celui des grands ouvrages de travaux publics, en revanche le problème des maisons individuelles ou des habitations à bon marché n'a pas suscité beaucoup d'efforts. Dans les grandes zones séismiques du monde, on compte environ deux milliards d'hommes vivants dans des habitations qu'ils ont en général construites eux-mêmes et qui n'ont été ni pensées ni construites pour résister aux tremblements de terre. Il se passera certainement bien des années avant que les principes et la pratique de la construction antiséismique descendent à ce niveau-là. » (E. M. Fournier d'Albe, directeur par intérim de la division des sciences de la terre à l'U. N. E. S. C. O. et responsable du programme de géophysique pour la prévision des catastrophes naturelles, 1976.)

Les experts sont d'accord : ce qui a été détruit, ce sont avant tout les maisons particulières, les maisons des pauvres, qui coûtent de 250 à 3 000 quetzals.

Les transactions des riches

Les Guatémaltèques chiffrent à 800 millions les dégâts (d'après *Imparcial* du 3 mars). Le rapport de la C. E. P. A. L. évalue à 468 millions la reconstruction des maisons et à 280 millions la remise en état du réseau routier et autres travaux. Le rapport d'Aid, plus réaliste, estime qu'il faut de 150 à 250 millions de dollars pour la reconstruction des maisons suivant qu'on emploie ou non des techniques antiséismiques et 35 millions pour le réseau routier ; restent à évaluer les dégâts sur les voies de chemin de fer.

Pour faire face financièrement à la reconstruction, le gouvernement guatémaltèque compte sur ses propres moyens et sur la solidarité internationale. Le financement guatémaltèque provient d'un emprunt obligatoire qui a été lancé sous la forme de bons à la reconstruction. Ces bons sont garantis par l'Etat, obligatoires pour ceux qui touchent un salaire de plus de 150 dollars par mois. L'intérêt est de 8 % pour les Guatémaltèques et de 12 % pour les étrangers ; remboursement dans 15 ans. 80 millions seront ainsi réalisés sur le pays et 42 millions à l'étranger. Sur ces 122 millions, 28 sont mis à la disposition d'un « Fonds extraordinaire spécifique à la reconstruction », qui sera utilisé pour la reconstruction des maisons, mais aussi des petites entreprises agro-industrielles et agro-commerciales du pays.

Les organisations internationales, en plus des prêts prévus pour le développement du pays suivant les plans 1975-1979, débloqueront des fonds spéciaux, dont une partie pour la reconstruction. La B. I. R. D. (Banque internationale pour la reconstruction et le développement), qui dépend de la Banque mondiale, prêterait 26,5 millions (d'après *Le Monde diplomatique*). La B. C. I. E. (Banque centre-américaine d'intégration économique) débloquera 15 millions pour la reconstruction de routes, de conduites d'eau et du système de télécommunications, et 1 million pour celle des maisons (d'après *Imparcial*, 3 mars 1976). L'O. E. A. (Organisation des Etats américains) disposera de 5,9 millions, donnés par le Venezuela, pour la reconstruction (d'après *Infopress*, août 1976). L'Aid recevra une donation de 25 millions des Etats-Unis, qu'elle devra gérer librement (d'après *Infopress*, août 1976). Les donations se monteront à 2,6 millions, plus 1,1 million de la part du Salvador, des Barbades, des Etats-Unis, du Canada, des diverses Eglises (toujours d'après *Infopress*).

Quelque 87 millions vont être empruntés pour la reconstruction des maisons rurales et urbaines, pour celle des écoles de Puerto Barrios et les édifices publics. Le gouvernement guatémaltèque négociera encore des prêts de 7 millions avec l'Allemagne, toujours pour la reconstruction des maisons, de 25 millions avec la B. I. R. D. pour la remise en état des routes, et de 3 millions avec le Canada pour celle des canalisations d'eau et des égouts (d'après *Infopress*, juillet 1976).

En résumé, 370 millions de dollars seront débloqués, sous prétexte de rebâtir 150 000 maisons de pauvres, des tronçons de routes qui servent à l'exportation et des canalisations et tuyauteries dans Guatemala City.

Selon les plans de développement prévus pour 1975-1979, avant le tremblement de terre, cette aide extraordinaire ira au développement de l'industrie touristique, aux petites et moyennes entreprises ou industries et aux plus grosses, ainsi qu'aux coopératives. Le tourisme, comme l'industrie, rapporte surtout aux Etats-Unis, qui possèdent les chaînes hôtelières et les machines, aux *finqueros*, qui cultivent les produits d'exportation, et l'aide aux coopératives fait partie du plan d'Aid pour assurer le contrôle de la main-d'œuvre dans les Hautes Terres.

Les jeux de marionnettes

Un « Comité de reconstruction national » (C. R. N.) a été créé, doté de pouvoirs extraordinaires pour décider des besoins les plus urgents, planifier, organiser, centraliser l'« aide » à la remise sur pied du pays. Il a été habilité pour passer au-dessus des procédures gouvernementales qui pourraient entraver son efficacité, pour modifier les mécanismes bureaucratiques habituels qui le gêneraient, pour se donner la souplesse d'action qui lui assurera les résultats voulus. Conseillé par un personnel hautement qualifié et spécialisé (rapport Aid et *El Grafico*, 4 mai 1976), ce comité pouvait transgresser toutes les lois et devait suivre les ordres des organismes internationaux qui financent les opérations d'« aide » en investissant suivant leurs intérêts. *El Grafico* (4 mai 1976) précisait que ce comité est un instrument non dirigiste, qui se contente de coordonner et que les fonds seront manipulés par la Banque du Guatemala, Banvi, Bandesa, le Crédito Hipotecario Nacional et le F. H. A., ainsi que la Banque immobilière et la Corfina.

Des irrégularités se sont produites : des crédits ont été accordés pour la reconstruction de maisons qui ne sont jamais tombées, des prêts destinés à rebâtir ont été détournés à d'autres fins, de hauts fonctionnaires ont été mis en cause (voir entre autres dans *La Prensa Libre* du 9 juillet 1976).

VI. Conclusions académiques

Pour nous, le tremblement de terre, comme bien d'autres fléaux en Amérique latine et ailleurs, n'est qu'une petite catastrophe comparée à la catastrophe générale et permanente due au « développement », à l'« aide », à la « lutte contre la faim » et autres, qui bouleversent ces pays depuis longtemps et, au moins au Guatemala, sévissent sans que se dessine un réel espoir d'y mettre fin (« Underdevelopment is a politely academic way of saying war. »).

Tout cela est bien connu et pas nouveau : nous risquons d'avoir dit des banalités, mais nous devons reconnaître que si nous avions bien le pressentiment de l'utilisation qui serait faite du tremblement de terre, nous avons été incapables, faute de pouvoir l'exprimer clairement, de dire aux autres membres de la R. C. P. 294 que les soldats et la farine de Care, à Joyabaj, nous avaient plus attristés que le tas de décombres qu'était devenu ce bourg ; incapable de signifier nettement notre refus de participer à l'imposture qu'est l'« aide » et que la bonne volonté de certains, la générosité, la spontanéité de quelques organisations ne cachent pas les calculs, la réalité de l'exploitation dont souffre le Guatemala, la dépendance dans laquelle il est maintenu. En ce sens, ce ne sont pas seulement les façades de quelques monuments coloniaux qui sont tombées le 4 février !

Si par hasard on a pu entrevoir, sous leurs déguisements idéologiques, les buts d'une puissance économique et politique au pouvoir, on refuse sa bonne volonté qui berce et endort alors qu'elle vampirise, son progrès qui forge les armes de sa domination, sa paix qui couvre sa dictature de l'injustice sans fin.

Si l'on se souvient que, depuis longtemps, des seigneurs font tout eux-mêmes pour s'attirer l'inimitié des pauvres gens, qu'ils se refusent à supprimer ce qui provoque la révolte, alors on comprend la révolte contre la violence, contre la possession des moyens de violence, contre l'usage qu'en fait cette classe dominante.

Et quand, encore par hasard, on se rend compte que le problème n'est

plus d'aider ceux qui souffrent de cette violence, mais de s'aider soi-même quand, au lieu d'être acculés à la révolte par la violence qui est faite aux autres, on combat pour sa propre cause, tout peut changer. Les « catastrophes » qui ont lieu dans les pays « sous-développés » rendent des échos moins différents sur place et dans les salons parisiens, new-yorkais ou berlinois, sous les décombres ou devant les télévisions et les analyses que l'on fait à Guatemala City en écoutant les coups de sifflets des miliciens armés qui font le guet. Et les rondes dans la nuit se rapprochent de celles qu'on fait chez nous en écoutant des disques de musique d'Amérique latine.

Anne-Marie HOCQUENGHEM
Klaus SCHLÜPMANN

Colloque Géopoint 78. 18-19 mai 1978 (Université Lyon 2) Thème : concepts et construits dans la géographie contemporaine

PROGRAMME ET ORGANISATION

Première demi-journée. — André Dauphine, *Analyse quantitative et concepts* suivi d'ateliers sur ce thème.

Deuxième demi-journée. — Claude Raffestin, *Concepts et construits en géographie* suivi d'ateliers sur ce thème.

Débat et conclusion, en séance plénière, sur les deux thèmes (J.-B. Racine).

Troisième demi-journée. — *Quatre ateliers parallèles* : 1. *Le concept de paysage* (direction, M^{lle} Rochefort). 2. *Le concept de production de l'espace* (direction, MM. Vant, Bonneville). 3. *Les concepts de distance et de réseau* (direction, MM. Chamussy, Chesnais). 4. *Le concept de combinaison* (direction, MM. Auriac, Dumolard).

Quatrième demi-journée. — Rapports des quatre ateliers, en séance plénière. Conclusion générale (C. Raffestin).

Renseignements : M. Bonneville ou Dumolard, U.E.R., S.N.E., Université de Lyon II, avenue de l'Université, 69500 Bron.

TERRITOIRES A PRENDRE

stratégies géographies idéologies



FRANÇOIS MASPERO

2^e trimestre 1978

n° 10

HÉRODOTE

territoires à prendre

